

France/A 8 mois de la présidentielle

Le ministre de l'Economie Macron lâche Hollande

AFP
Paris/France

Le démissionnaire, qui a créé son propre mouvement politique en avril dernier, pourrait constituer pour le président un rival à l'occasion du scrutin d'avril-mai 2017.

LE ministre français de l'Economie Emmanuel Macron, trublion du gouvernement, a démissionné hier, un nouveau coup dur de plus pour François Hollande qui va peut-être devoir composer avec un nouveau rival dans la course à la présidentielle de 2017.

Dans un bref communiqué, l'Elysée a officialisé le départ du ministre, âgé 38 ans, "pour se consacrer entièrement à son mouvement politique", En Marche !, créé en avril.

Pour lui succéder, François Hollande a choisi un fidèle, le ministre des Finances Michel Sapin, dont le chef de l'Etat a élargi le portefeuille.

Emmanuel Macron "va reprendre sa liberté pour continuer à construire une nouvelle offre politique", a déclaré une porte-parole d'En Marche !. Le ministre avait annoncé en début de journée à ses



Photo : AFP

Le ministre de l'Economie Emmanuel Macron quittant le gouvernement. Un coup dur pour le président François Hollande, a soupiré un autre ministre.

collaborateurs sa démission, présentée en milieu d'après-midi au président Hollande.

"C'est un coup de bambou" pour le chef de l'Etat, a regretté un ministre sous le couvert de l'anonymat. "Pour François Hollande, c'est un rétrécissement nouveau de sa majorité", se désolait un fidèle du président socialiste, qui laisse planer le doute sur sa propre candidature.

Proche de M. Macron, le maire de Lyon (centre-est) Gérard Collomb a explicité devant des journalistes la démarche d'Emmanuel Macron : « la voie suivie aujourd'hui qui consiste à dire "on va attendre décembre pour savoir si Hollande y

va", c'est intenable car si personne n'est prêt, ce sera la débandade ».

Parmi les ministres les plus appréciés de l'opinion, Emmanuel Macron multipliait depuis plusieurs mois les provocations, entre le lancement de son propre mouvement politique et ses déclarations tapageuses. Il y a quelques semaines encore, il avait expliqué que "l'honnêteté (l')obligeait à dire" qu'il n'était "pas socialiste".

Le Premier ministre Manuel Valls ne cachait plus non plus son agacement à l'égard de son ministre, qui lui disputait le créneau de la gauche réformiste. L'ultime avertissement était venu le 14 juillet de

François Hollande lui-même, qui l'avait une nouvelle fois recadré deux jours après un premier meeting parisien d'en marche ! au cours duquel Emmanuel Macron n'avait pas épargné le chef de l'Etat.

M. Hollande avait menacé en retour d'évincer le ministre si ce dernier ne respectait pas la "solidarité" gouvernementale et la nécessité de "servir jusqu'au bout" sans "démarche personnelle et encore moins présidentielle".

HOLLANDE DEFIE • Ancien haut fonctionnaire formé aux écoles de l'élite, ex-banquier d'affaires, Emmanuel Macron, qui n'a jamais eu de mandat électif, doit sa carrière gouvernementale au président socialiste qui en a fait une pièce maîtresse de l'exécutif.

Ancien secrétaire général adjoint et conseiller économique de François Hollande à l'Elysée, il a été nommé ministre de l'Économie et du Numérique en août 2014.

Il a donné son nom à une loi promulguée en août 2015 destinée à libéraliser certains secteurs d'activité (transports routiers, notaires, ouverture de certains commerces le dimanche, etc). Sa pré-

sence au gouvernement a aussi été marquée par de nombreuses déclarations dénoncées par une partie de la gauche et une rivalité croissante avec M. Valls, figure comme lui de la gauche sociale-libérale.

En mai, Gérard Collomb avait déclaré que M. Macron serait "naturellement" candidat à l'Elysée en 2017 si François Hollande, très impopulaire depuis son élection en 2012, ne remontait pas dans les sondages.

Son départ du gouvernement renforce encore l'incertitude à gauche dans la perspective de la présidentielle de 2017. François Hollande n'entend pas dire avant la fin de l'année s'il souhaite solliciter un deuxième mandat, via une primaire organisée par le PS et prévue fin janvier.

Mais le président sortant est d'ores et déjà défié par trois de ses anciens ministres : les socialistes Benoît Hamon et Arnaud Montebourg, qui l'a encore appelé à renoncer hier matin, et l'écologiste Cécile Duflot. Si M. Hollande venait à renoncer, Emmanuel Macron pourrait aussi devoir affronter sur la route de l'Elysée un certain Manuel Valls, qui cherche lui aussi à peaufiner sa stature de recours à gauche.

A travers le monde

• Birmanie/Violences. Accrochages rebelles-armée



Photo : AFP

Des combats entre rebelles et armée ont eu lieu hier en Birmanie à la veille des premiers grands pourparlers de paix organisés par Aung San Suu Kyi depuis son arrivée au pouvoir, en présence du secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon en invité d'honneur.

• Hongrie/Justice. 13 ans de prison pour le leader d'un groupuscule d'extrême droite

Le leader d'un groupuscule d'extrême droite hongrois, György Budahazy, 47 ans, jugé pour des agressions commises contre des hommes politiques à la fin des années 2000 a été condamné hier à treize ans de prison ferme par la justice de son pays.

• Japon/Diplomatie. Poutine se rendra au Japon en décembre

Le président russe Vladimir Poutine se rendra pour une visite officielle au Japon en décembre après avoir rencontré à Vladivostok (est) le Premier ministre japonais Shinzo Abe, a annoncé hier le conseiller du Kremlin Iouri Ouchakov.

• Syrie/Conflit. Cessez-le-feu entre forces turques et milices kurdes

Les forces turques qui interviennent dans le nord de la Syrie et les milices kurdes sur place ont accepté d'arrêter les hostilités, selon le porte-parole du Centcom, le commandement militaire américain au Moyen-Orient.

• Turquie/Putsch. Neuf journalistes arrêtés

Les autorités turques ont arrêté hier neuf journalistes, dont le rédacteur en chef du quotidien Hürriyet, pour des liens présumés avec le prédicateur Fetullah Gülen, accusé d'avoir orchestré le putsch avorté en juillet, a rapporté le site internet du journal.

• Yémen/Violences. Trois membres présumés d'Al-Qaïda tués dans le sud

Trois membres présumés d'Al-Qaïda ont été tués hier dans une attaque de drone dans le sud du Yémen, où des jihadistes sont actifs, selon des sources tribales et de sécurité.

Brésil/Procès en destitution de Dilma Rousseff

Ultime débat avant le vote final ce mercredi

AFP
Brésil

Sauf surprise, la présidente, déjà suspendue, devrait être éjectée du pouvoir. Et, avec elle, la gauche.

LE procès en destitution de la présidente du Brésil Dilma Rousseff a repris hier avec un ultime débat au Sénat avant un vote historique ce mercredi qui, sauf énorme surprise, éjectera du pouvoir la gauche dans le plus grand pays d'Amérique latine.

La séance a commencé à 13h30 GMT (14h30 au Gabon) avec la présentation des avocats de l'accusation. Janaina Paschoal a pris la parole la première pour tenter de prouver que la première femme élue à la tête du Brésil en 2010 a commis des "crimes de responsabilité" en maquillant les comptes publics et démonter la thèse du "coup d'Etat" institutionnel, avancée par Mme Rousseff et sa défense.

"L'impeachment est un remède constitutionnel auquel nous devons recourir quand la situation devient particulièrement grave et c'est ce qui s'est passé", a lancé d'emblée l'avocate avant d'arguer que l'impeachment "est né de la



Photo : AFP

Le débat d'hier, précédant le vote de ce mercredi, ne devrait, sauf surprise, rien changer au sort de la présidente Dilma Rousseff.

ruie" et d'invoquer Dieu pour justifier sa thèse.

"C'est Dieu qui a fait en sorte que plusieurs personnes en même temps se soient aperçu de ce qui se passait dans le pays", a-t-elle estimé.

Dans un style théâtral, elle a conclu en larmes sa plaidoirie en demandant pardon pour "la souffrance" qu'elle a causée à Mme Rousseff.

Les 81 sénateurs chargés depuis jeudi d'instruire ce procès, sous la direction du président du Tribunal suprême fédéral (STF) Ricardo Lewandowski, devaient écouter ensuite les arguments de la défense. **MANIFESTATIONS A SAO PAULO** • A 1 000 km de Brasilia, des mouvements sociaux ont bloqué des avenues à Sao Paulo en mettant le feu à des pneus aux cris de "Dehors (Michel

Temer !", le président par intérim depuis la suspension de Mme Rousseff en mai.

La veille au soir, des manifestations limitées contre la destitution de la dirigeante de gauche avaient déjà eu lieu à Brasilia, Sao Paulo et Rio de Janeiro, reflétant l'inquiétude d'une partie des Brésiliens face à ce virage à droite.

Pour la défense de Mme Rousseff, tous ses prédécesseurs ont eu recours à ces manœuvres fiscales et il s'agit donc d'un complot orchestré par l'opposition de droite, sous la bague de son ancien vice-président devenu rival, Michel Temer (PMDB, centre droit), 75 ans.

Si elle est destituée, ce dernier la remplacera jusqu'aux prochaines élections présidentielle et législatives fin

2018, malgré son casier - une condamnation pour dons excessifs à des campagnes électorales - qui l'a rendu inéligible pour huit ans.

Tout aussi impopulaire que sa rivale, Michel Temer, qui s'est déclaré lundi "absolument serein", attend sa destitution pour s'envoler en Chine pour un sommet du G20.

Lundi, Dilma Rousseff était venue assurer en personne sa défense dans un plaidoyer de la dernière chance : "Nous sommes à un pas d'une grave rupture institutionnelle, de la concrétisation d'un authentique coup d'Etat".

Elle avait rappelé avec émotion les dures heures de la dictature militaire (1964-1985), quand elle avait "peur de la mort, des séquelles de la torture dans (son) corps et (son) âme". "Mais je n'ai pas cédé. J'ai résisté. Aujourd'hui, je ne crains que la mort de la démocratie", avait-elle dit, concluant sur cet appel : "Votez contre l'impeachment, votez pour la démocratie". **52 SENATEURS POUR L'IMPEACHMENT** • Pendant une douzaine d'heures, l'ex-guérillera de 68 ans avait ensuite été mitraillée de questions par les sénateurs. Ses adversaires du centre-droit et conservateurs l'ont

accusée d'avoir menti en dissimulant l'ampleur de la crise économique, due notamment à la chute des cours des matières premières.

"Celle qui est jugée n'est pas la femme qui a affronté la dictature avec beaucoup de courage. Celle qui est ici jugée est la présidente de la République Dilma Rousseff", lui a lancé le sénateur d'opposition Tasso Jereissati, l'accusant de "minimiser la gravité de ses actes".

Patiemment et calmement, la dirigeante a répondu à chacun d'eux, choisissant de faire face alors qu'en 1992, l'ex-président Fernando Collor avait démissionné la veille du vote au Sénat devant le destituer.

Selon le quotidien Folha de Sao Paulo mardi, 52 sénateurs ont annoncé voter pour l'impeachment, 18 contre, 3 sont indécis et 8 ne révèlent pas leur intention. Un "oui" des deux tiers des sénateurs (54) est requis pour prononcer la destitution.

La probable éviction de Dilma Rousseff lui interdirait d'exercer toute fonction publique pendant huit ans et mettrait fin à quatre gouvernements consécutifs du Parti des travailleurs (PT) au Brésil, depuis 2003.